



MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX DE RÉNOVATION DU BÂTIMENT DE L'AMIRAL DE LA VILLE DE SCEAUX

N° de marché

2	5	T	B	1	2
---	---	---	---	---	---

Date et heure limites de réception des offres

Le 23 mai 2025 à 12h00



Règlement de la Consultation
Commun à tous les lots

SOMMAIRE

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	2
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION	2
1.2 LIEU D'EXECUTION : 110 RUE HOUDAN – 92330 SCEAUX	2
1.3 PROCEDURE DE PASSATION	2
1.4 DECOMPOSITION DES LOTS	2
1.5 FORME ET TYPE DE CONTRAT	3
1.6 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 DUREE	3
2.2 VARIANTES	3
2.3 MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	3
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
5.1 PIECES CANDIDATURE ET OFFRE	4
5.2 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA CANDIDATURE ET LE DISPOSITIF DUME	7
5.3 DEMATERIALISATION	8
5.4 - VISITES SUR SITE	8
6. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
6.1 SELECTION DES CANDIDATURES	9
6.2 JUGEMENT DES OFFRES	9
7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	12
7.1 TRANSMISSION DISPOSITIF DUME	12
7.2 TRANSMISSION ELECTRONIQUE CLASSIQUE	12
7.3 COPIE DE SAUVEGARDE :	13
8. NEGOCIATION DES OFFRES	13
9. ATTRIBUTION DU MARCHE	13
9.1 PIECES DEMANDEES AU CANDIDAT RETENU	13
9.2 TRANSMISSION DES LETTRES DE REJET AUX CANDIDATS NON RETENUS ET NOTIFICATION	14
10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
10.1 QUESTIONS-REponses	14
10.2 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION :	14
11. INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES ET AUPRES DE LAQUELLE DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS	15

1. Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché relatif à la réalisation de travaux de rénovation du bâtiment de l'amiral de la Ville de Sceaux.

1.2 Lieu d'exécution : 110 rue Houdan – 92330 SCEAUX

1.3 Procédure de passation

La procédure de passation du marché est la procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1 et R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

1.4 Décomposition des lots

La consultation est divisée en 10 lots :

Lot(s)	Désignation
1	ECHAFFAUDAGE
2	GROS OEUVRE
3	CHARPENTE
4	MENUISERIE EXTERIEURE
5	SERRURERIE
6	MENUISERIE INTERIEURE
7	REVÊTEMENT DE SOL SOUPLE / REVÊTEMENT DE SOL DUR - FAIENCE / PEINTURE – CLOISONS -DOUBLAGE -FAUX PLAFONDS
8	ÉLECTRICITÉ : COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES / SSI
9	CVC / PLOMBERIE
10	ASCENSEURS –PMR- MONTE CHARGE

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un lot, un ou plusieurs lots ou tous les lots.

Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

1.5 Forme et type de contrat

Pour le lot n°1, les marchés sont à prix mixte composés de deux types de prestations :

- Les prestations annoncées dans les décompositions du prix global et forfaitaire, pour lesquelles le marché est un marché ordinaire à prix forfaitaire.
- Les prestations listées aux bordereaux des prix unitaire pour lequel le marché suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Ces prestations sont exécutées sur bon de commande. Elles font l'objet d'un montant maximum mais sans montant minimum. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Pour les autres lots, les marchés sont des marchés ordinaires à prix forfaitaire.

1.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **150** jours à compter de la date limite de réception des offres.

2. Conditions de la consultation

2.1 Durée

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

2.2 Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

2.3 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3. Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 €.

Conformément à l'article R2142-19 de la commande publique, les entreprises peuvent présenter leur candidature et leur offre sous forme indépendante, ou sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

L'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

4. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier se compose des pièces suivantes :

- Le règlement de consultation (RC), commun à tous les lots,
- L'acte d'engagement (AE), et son annexe, spécifique à chaque lot,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et son annexe, commun à tous les lots.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, commun à tous les lots,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), spécifique à chaque lot,
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux,
- La fiche d'examen du document n°1 du 21 mars 2025,
- Le PGC,
- Le DIUO,
- Les pièces graphiques et nomenclatures ;
- Les notices architecturale,
- Les diagnostics suivants : diagnostic structurel, étude structure plancher, étude structure
- Les rapports géotechniques G5, G2 AVP et G2 PRO ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), spécifique à chaque lot.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), spécifique au lot n°1

Retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur le site **www.maximilien.fr**.

Il est de la responsabilité du candidat de veiller à renseigner les champs d'identification permettant le cas échéant de le contacter et d'assurer la continuité de la réception des messages pendant la durée de la procédure.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats devront répondre uniquement par voie électronique.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

5.1 Pièces candidature et offre

Le pli du candidat devra comporter des renseignements au niveau de la candidature et comporter les pièces demandées pour l'offre telles que mentionnées ci-après :

Renseignement au niveau de la Candidature

Pour remettre les informations demandées par la Ville au titre de la candidature, les candidats peuvent choisir parmi 2 procédés différents :

- **Possibilité 1** : Candidature avec un DUME : les candidats ont la possibilité d' utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

- **Possibilité 2** : Candidature standard (réponse électronique classique), avec les formulaires DC1 et DC2

A l'appui de leur candidature et selon le procédé de candidature utilisée, les candidats doivent obligatoirement produire les éléments suivants :

Pièces demandées au niveau de la candidature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique
Si le candidat est en redressement judiciaire , la copie des jugements prononcés à cet effet
Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Attestation d'assurance : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Déclaration d'effectifs : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Références des travaux effectués : Liste des travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

-**Certificats de qualifications professionnelles** : des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres ;

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Lot n°	objet
01	Echafaudage 1411
02	Démolition 1111 Carottage Sciage 1142 Maçonnerie 2111 Cloisonnement 4131 Assainissement 1321 Isolation 7121 Ravalement 2121 Enduits 2132 Restauration maçonnerie du patrimoine 2181
03	Charpente 2313 Restauration charpente du patrimoine 2392 Couverture ardoise 3132 Couverture du patrimoine 3193 Etanchéité 3211 Isolation 7131
04	Menuiserie extérieure bois 3552
05	Structure métallique 4421 Ferronnerie 4492 Clôtures métalliques 4441 Fabrication et pose Portail 4542
06	Menuiserie intérieure 4312
07	Revêtement PVC 6222 Chape 6261 Revêtement résine 6232 Peinture 6111 Peinture ravalement 6112 Faux plafonds 6611 Revêtement dur 6311
08	Qualifelec indice E2 ou supérieur, Classe 1 ou supérieur
09	Plomberie sanitaires 5111 Ventilation 5431 Chauffage 5311

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit les mentionner et produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités, ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations.

En cas de groupement, les pièces énumérées ci-dessus doivent être produites pour chaque membre du groupement.

En outre, pour chaque sous-traitant qui serait désigné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de la déclaration de sous-traitance :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Rappel : un candidat qui fait une fausse déclaration encourt les peines prévues par l'article 441-1 du Code pénal, pour faux et usage de faux.

Pièces demandées au niveau de l'Offre
L'acte d'Engagement (A.E.) complété et daté
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), spécifique au lot concerné, complété en totalité (DPGF) en fichier Excel exploitable
Le bordereau des prix unitaires (BPU) spécifique au lot n°1 complété en totalité en fichier Excel exploitable
La déclaration de sous-traitance (DC4) complété (le cas échéant) avec une plaquette de présentation de la structure du sous-traitant
Le certificat de visite, spécifique au lot concerné
Le mémoire technique ou une note méthodologique qui contiendra : <ul style="list-style-type: none">○ Les moyens humains et matériels affectés à l'exécution des travaux du marché○ La compréhension des contraintes du site○ Les matériaux et les fournitures proposés à apprécier au regard des fiches techniques et de tout autre documentation fournie dans l'offre○ Planning prévisionnel précisant les délais d'exécution des travaux○ Méthodologie mise en œuvre pour l'exécution des travaux, pour la gestion de l'aspect sécurité sur le chantier, et les mesures spécifiques pour assurer la réalisation des travaux○ Mesures environnementales : Mesures mises en place pour réduire l'impact environnemental et mesures mises en œuvre pour la réduction de la gêne et des nuisances du chantier pour favoriser son intégration dans l'environnement

5.2 Informations complémentaires sur la candidature et le dispositif DUME

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que la Ville peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Dans ce cadre, le candidat fournit à l'acheteur public les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage. [Un coffre-fort électronique par entreprise est par exemple ouvert sur la plateforme Maximilien.](#)

Conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis à la Ville dans le cadre d'une précédente mise en concurrence et qui demeurent valables. Obligation leur est faite d'indiquer précisément les références de la consultation correspondante (objet et date limite de remise des offres).

Le candidat ne pourra se prévaloir d'un quelconque manquement de la Ville en cas d'insuffisance des informations transmises.

IMPORTANT : Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, les soumissionnaires pourront remettre un Document Unique de Marché Européen (DUME), qui remplace les déclarations sur l'honneur (DC1, DC2 ...).

Le Service DUME est un service dématérialisé qui, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et DC4, permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une candidature aux marchés publics et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur le profil acheteur et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux),
- Bénéficier d'une reprise de données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global,
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Le DUME est également un document structuré (au format XML), conçu sur la base d'un standard européen de candidature, qui est donc interopérable. Le DUME est réutilisable, quel que soit le profil d'acheteur sur lequel il a été créé, ce qui permet de ne pas avoir à le renseigner en totalité à chaque nouvelle consultation.

Le DUME est établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type et disponible sur le site de la Commission européenne.

Le DUME doit être rédigé **intégralement en langue française**.

En cas de groupement, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V (du DUME proposé sur le site de la Commission Européenne) doit être remis pour chacun des membres du groupement.

Si le soumissionnaire s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie relative à la sous-traitance du DUME et fournit un formulaire **DUME distinct par sous-traitant**.

5.3 Dématérialisation

L'attributaire est informé, que son offre dématérialisée sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

5.4 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire pour tous les lots. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les visites auront lieu aux dates suivantes :

- Le 29 avril 2025 à 14 h00 ;
- Et le 07 mai 2025 à 9h30.

Pour l'inscription aux visites, veuillez contacter par courriel Monsieur Jérémy BELBEOCH : « Jeremy.belbeoch@sceaux.fr » et Madame Anna MASSONG « anna.massong@sceaux.fr ».

Le rendez-vous est fixé à l'adresse suivante : 110 rue Houdan – 92330 SCEAUX.

Le certificat de visite, signé du représentant de la Ville, sera donné à la fin de la visite.

Il est rappelé que le certificat de visite, signé du représentant de la Ville, devra obligatoirement être joint à l'offre de chaque candidat.

6. Sélection des candidatures et jugement des offres

6.1 Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures, en vertu de l'article L 2142-1 du code de la commande publique sont :

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle
- Capacité économique et financière
- Capacités techniques et professionnelles

Les modalités de vérification s'effectueront selon les dispositions des articles R2144-1 à R2144-7 du code de la commande publique.

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes Le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

6.2 Jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les offres seront examinées au regard des critères de pondération sous-mentionnés :

Les critères d'analyse du lot n°1 sont :

Critères d'analyse spécifique au lot n°1	Pondération
1-Prix des prestations	50%
2-Valeur technique	50%
<p>Sous-critère 2.1 – Moyens humains et matériels affectés à l'exécution des travaux du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> Moyens humains dédiés au chantier : organigramme des personnes affectées au marché, équipe spécifique proposée pour l'exécution des travaux avec l'encadrement et la désignation d'un interlocuteur unique dédié à la Ville (détail de la composition : noms des intervenants avec CV, niveau d'expérience avec production de références adéquates provenant de marchés antérieurs pour chacun des intervenants par ex.) Moyens matériels dédiés au chantier : matériels, véhicules, engins de chantier, outillages, dispositions pour l'organisation du chantier : base vie, évacuation des matériaux... 	20%
Sous-critère 2.2 – Compréhension des contraintes du site : la compréhension et la prise en compte des problématiques et contraintes du site	15%
<p>Sous-critère 2.3 : délai d'exécution</p> <p>Apprécié d'après le délai d'exécution des travaux du/des lot(s) soumissionné(s), sur lequel s'engage le candidat dans son planning d'exécution détaillé</p>	10%
<p>3- Performance en matière de mesures environnementales</p> <ul style="list-style-type: none"> Mesures mises en œuvre pour la réduction de la gêne et des nuisances du chantier pour favoriser son intégration dans l'environnement 	5%

Le prix des prestations sera noté, sur la base du montant total de la décomposition du prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement de la manière suivante :

Note du candidat sur 50 = $\frac{\text{montant de l'offre la moins disante} \times 50}{\text{montant de l'offre du candidat}}$

Les critères d'analyse des autres lots sont :

Critères d'analyse communs aux lots n°2 à 10	Pondération
1-Prix des prestations	40%
2-Valeur technique	55%
<p>Sous-critère 2.1 – Moyens humains et matériels affectés à l'exécution des travaux du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> Moyens humains dédiés au chantier : organigramme des personnes affectées au marché, équipe spécifique proposée pour l'exécution des travaux avec l'encadrement et la désignation d'un interlocuteur unique dédié à la Ville (détail de la composition : noms des intervenants avec CV, niveau d'expérience avec production de références adéquates provenant de marchés antérieurs pour chacun des intervenants par ex.) Moyens matériels dédiés au chantier : matériels, véhicules, engins de chantier, outillages, dispositions pour l'organisation du chantier : base vie, évacuation des matériaux... 	15%
Sous-critère 2.2 – Compréhension des contraintes du site : la compréhension et la prise en compte des problématique et contraintes du site	10%
Sous-critère 2.3 – Qualité et performance des matériaux et des fournitures appréciées au regard des fiches techniques des produits proposés et de tout autre documentation,	10%
<p>Sous-critère 2.4 - délai d'exécution</p> <p>Apprécié d'après le délai d'exécution des travaux du/des lot(s) soumissionné(s), sur lequel s'engage le candidat dans son planning d'exécution détaillé</p>	10%
Sous-critère 2.5 – Méthodologie mise en œuvre pour l'exécution des travaux (organisation, phasage technique détaillé (commande, approvisionnement, travaux, réception)), modalités de gestion de l'aspect sécurité sur le chantier (EPI, mesures de sécurité plus générales...), et mesures spécifiques pour assurer la réalisation des travaux (justifier tous les moyens ou dispositions particulières pour assurer la réalisation des travaux)-	10%
<p>3- Performance en matière de mesures environnementales</p> <p>Mesures environnementales mises en œuvre dans le cadre du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mesures mises en place pour réduire l'impact environnemental (réduction de la consommation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre, réduction, évacuation et recyclage des déchets, dispositions pour le tri, réemploi, recyclage, la valorisation des produits, équipement et déchets, utilisation de matériaux de construction respectueux de l'environnement, etc. ...) Mesures mises en œuvre pour la réduction de la gêne et des nuisances du chantier pour favoriser son l'intégration dans l'environnement 	5%

Le prix des prestations sera noté, sur la base du montant total de la décomposition du prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement de la manière suivante :

Note du candidat sur 40 = $\frac{\text{montant de l'offre la moins disante} \times 40}{\text{montant de l'offre du candidat}}$

7. Conditions d'envoi ou de remise des plis

7.1 Transmission dispositif DUME

Le dépôt des dossiers des candidats par le dispositif DUME se fait sur le site : <https://marches.maximilien.fr>. Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation de la plate-forme dématérialisée.

Accompagnement : le support technique (01 76 64 74 08) est à votre disposition du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou contacter le support technique en « dernière minute », en particulier si la réponse se fait en groupement d'entreprises (co-traitance).

7.2 Transmission électronique classique

La Ville de Sceaux impose les plis adressés sous forme dématérialisée via le site Internet : <https://marches.maximilien.fr>

Le dépôt des dossiers des candidats par voie électronique se fait sur marches.maximilien.fr avant la date et l'heure limites fixées sur la page de garde du présent document et selon les modalités suivantes :
Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation de la plate-forme dématérialisée.

Aucune signature n'est exigée lors du dépôt des offres. Seul le soumissionnaire retenu en phase offre sera invité à signer le contrat.

Un service de support téléphonique est mis en place pour les opérateurs économiques souhaitant soumissionner aux marchés publics.

Accompagnement du support technique Maximilien : le support technique est à votre disposition de 9h00 à 19h00 pour vous accompagner et est joignable à l'adresse courriel suivante :

<https://marches.maximilien.fr/assistance>

- Un formulaire est à remplir en ligne. Il permet de récupérer vos informations de connexion, de pré-alimenter et d'orienter au mieux votre demande.
- L'assistance téléphonique est joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h.
- **Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire** et dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande

Les frais d'accès au réseau et de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Il est rappelé que la durée de téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des candidats est attirée sur le fait que seule la bonne fin de la transmission complète du dossier génère l'accusé du dépôt de pli électronique qui doit intervenir avant la date et l'heure fixées dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence.

Les données échangées sont cryptées.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en "dernières minutes" et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme. Au moment de faire parvenir sa candidature et son offre, le candidat est invité à vérifier la date et l'heure du serveur du Pouvoir Adjudicateur grâce au lien proposé lors de sa réponse électronique.

Les offres doivent être transmises dans les conditions qui permettent d'authentifier la signature.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité du pli. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu.

7.3 Copie de sauvegarde :

Conformément à l'article R.2132-11 du code de la commande publique, à titre de copie de sauvegarde, un envoi des pièces des dossiers pourra être effectuée sur support physique électronique (CD-ROM, disquette, clé USB et autre matériel).

Format des documents :

Les limites de format et de taille de fichier sont normalement prescrites par le règlement de consultation.

Format : Traitement de texte (.doc, .rtf), Tableur (.xls), Diaporama (.ppt, .odp), Format Acrobat (.pdf), Images (.jpg, .gif, .png), dossiers compressés (.zip), les pièces contenues dans le fichier compressé doivent être signées individuellement), Autocad lecture seule. Les fichiers déposés ne doivent pas contenir de macros.

8. Négociation des offres

La Ville se réserve la possibilité de solliciter des renseignements complémentaires ou d'entamer des négociations avec un ou plusieurs des 3 premiers candidats issus de la 1ère analyse après application des critères de jugement des offres.

Les candidats sont avertis que les négociations se dérouleront, le cas échéant, soit par téléphone avec confirmation par courriel des échanges, soit par écrit (télécopie ou courriel), soit par une audition sur place à la mairie avec confirmation par courriel des échanges. Elles pourront porter sur le prix et les prestations proposées.

9. Attribution du marché

9.1 Pièces demandées au candidat retenu

Les pièces demandées au candidat retenu sont les suivantes :

- Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents (attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales) ou NOTI2.
- Extrait Kbis ou équivalent, daté de moins de 3 mois.
- Attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des employés régulièrement employés au regard des articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail

Le candidat pourra fournir ces pièces **en amont selon un des dispositifs suivants** :

- par l'intermédiaire du dispositif DUME,
- dans un coffre-fort électronique (comme celui mis à disposition par Maximilien.fr)
- par l'indication du nom d'une précédente consultation de la ville à laquelle le candidat aurait mis des pièces encore valables

Si ces pièces ne sont fournies par le candidat qu'à l'attribution du marché, le candidat dispose **d'un délai de 7 jours** à compter de la réception de la demande par courriel de l'administration pour les transmettre.

A défaut de production dans le délai imparti, son offre sera éliminée. La même demande sera faite auprès du candidat suivant, dans l'ordre de classement si celui-ci n'a pas préalablement fourni les documents et certificats visés.

9.2 Transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus et notification

Les lettres de rejet aux candidats non retenus et la notification du contrat sont envoyées par voie électronique via la plate-forme dématérialisée Maximilien à l'adresse qui a été utilisée pour l'envoi de l'offre électronique sur la plateforme Maximilien.

10. Renseignements complémentaires

10.1 Questions-réponses

Les questions des candidats et les réponses aux questions sont transmises uniquement sur la plateforme maximilien.fr.

Questions des candidats : pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles, les candidats devront faire parvenir leur(s) question(s), au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des plis.

L'ensemble des questions posées, ainsi que les réponses correspondantes seront répertoriés sur cette rubrique, et une alerte sera diffusée sur l'adresse courriel du soumissionnaire.

Les réponses aux questions seront communiquées sur la plateforme maximilien.fr par les services compétents au plus tard 06 jours calendaires avant la date limite de remise des plis.

Les candidats devront tenir compte dans leur offre des questions-réponses publiées sur la plateforme Maximilien lors de la consultation.

10.2 Modification de détail au dossier de consultation :

La Personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 06 jours calendaires avant la date limite de remise des plis des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

11. Instance chargée des procédures et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Instance en charge des recours gracieux

Monsieur le Maire de la ville de Sceaux
Direction Générale Adjointe – Finances, achats et système d'information
Service de la Commande Publique
122 Rue Houdan– 92 330 Sceaux

Instance en charge des procédures de médiation

Comité Consultatif Interrégional de Versailles en charge du règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
Préfecture de la Région Ile-de-France
5 rue Leblanc - 75911 Paris cedex 15
Téléphone : 01.82.42.52.67
Télécopie: 01.82.42.52.95
Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

Juridiction compétente en cas de litige

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent qui est :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise,
2-4 boulevard de l'Hautil – BP 30322, 95027 Cergy-Pontoise.
Tél. : 01 30 17 34 00 ; fax : 01 30 17 34 59.
E-mail : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr
URL : <http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.